

COMMUNIQUE DE PRESSE

19 mars 2020

CRISE SANITAIRE DU CORONAVIRUS – COVID 19

LES DEPLOIEMENTS DU RESEAU PUBLIC ADN SUSPENDUS

Les dernières mesures prises par le gouvernement au regard de la crise sanitaire du coronavirus (COVID 19) en France, impactent le déploiement du réseau public de fibre optique. **Les travaux de déploiement ainsi que les raccordements des nouveaux abonnés sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.**

De façon à respecter les consignes sanitaires et assurer la sécurité de leurs salariés, les entreprises en charge des travaux de déploiement et de construction des locaux techniques, soit plus d'une soixantaine d'entreprises à ce jour, cessent leurs travaux.

Ainsi, 16 chantiers de déploiement représentant 30 000 lignes et 12 chantiers de construction de locaux techniques sont à l'arrêt. Les raccordements des particuliers à la fibre sont également suspendus.

Le Syndicat mixte ADN a mis en place les mesures qui lui permettent aujourd'hui de maintenir ses propres activités en télétravail. Les agents du syndicat restent joignables sur leurs lignes directes, téléphones portables et e-mails professionnels. L'objectif est de pouvoir continuer à avancer sur les études de déploiement sans avoir à se déplacer.

Dès la reprise de l'activité sur les chantiers, le Syndicat mixte informera les collectivités des impacts calendaires sur l'avancement du déploiement. Les administrés pourront s'informer des décalages éventuels d'ouvertures commerciales prévisionnelles au travers de l'outil d'éligibilité « A quand la fibre chez moi ? » : <https://www.ardechedromenumerique.fr/eligibilite>

La permanence téléphonique reste également assurée au n° AZUR 0 810 26 07 26 pour les particuliers ainsi qu'au standard téléphonique du Syndicat mixte ADN pour les prestataires et partenaires.

Dans le même temps, ADTIM et ADTIM FTTH continuent d'assurer l'exploitation technique et la maintenance du réseau public ADN qui délivre des services télécoms haut et très haut débit à plus de 50 opérateurs, en direction de plus de 46 000 foyers ardéchois et drômois et de plus de 3000 entreprises et établissements de service public.